

APPENDICE

Accélérer la croissance économique -- Infrastructures		
Mesures proposées par le Japon et ses partenaires	Partenaires	Ressources potentielles, contributions possibles
Infrastructure		
	GdJ /JICA	GdJ (MAE)/JICA : dons et assistance technique de 37 milliards ¥ pour les infrastructures (*) GdJ : accord de prêts aux projets dans ce secteur (**)
1. Transports		
● Développement/ expansion des couloirs de transport nationaux et régionaux	GdJ/JICA/GBM /GBM/BAD/CE/CIA	GBM : augmenter le cofinancement des couloirs de transport régionaux, financement estimé à 600 millions \$ CE : 5,6 milliards € du 10ème FED (toutes infrastructures, y compris énergie, et contribution d'environ 300 millions € au Fonds d'affectation spéciale UE-Afrique pour les infrastructures) dans les cinq prochaines années BAD: pour la période de 2008 à 2012, 5 milliards de \$ pour le transport national et les couloirs régionaux de transport GdJ/GBM/BAD/CIA: utiliser le Consortium d'Infrastructure pour l'Afrique (CIA) comme une plate-forme permettant le développement des infrastructures régionales
● Promouvoir la simplification des procédures de traversée des frontières	GdJ (MAE/MF)/GdGB/JICA	GdJ(MAE)/JICA : expansion du projet des Postes frontières "One Stop" (OSBP) à 14 points GdGB(DFID): soutenir le projet OSBP dans le cadre du Programme de Facilitation du Commerce Régional aux postes frontières dans les régions d'Afrique Australe GdJ (MF) : organiser des séminaires/formations et envoyer des experts du secteur des douanes pour soutenir les projets OSBP en coopération avec le Fonds de Coopération des Douanes de l'OMD
2. Energie électrique		
● Soutenir le développement/ expansion des projets d'énergie électrique et des réseaux de transmission et distribution	GdJ/GBM/BAD/ Partenariat Afrique-UE en énergie/CIA/JICA	GBM : (i) doubler le prêt annuel à 2 milliards \$ et chercher à mobiliser 2 milliards \$ supplémentaires en co-financement (ii) soutenir le Pool énergie Afrique Australe, le Pool énergie Afrique de l'Ouest, le Pool énergie Afrique centrale et le Pool énergie Afrique de l'Est de l'ordre de 500 millions \$ par an (iii) la CFI finance plus de 15 Partenariats Public Privé (PPP) dans le secteur énergétique sur la période 2008-2011, financement estimé à 400-500 millions de \$ BAD: De 2008 à 2012, 5,5 milliards de \$ pour la production énergétique, la transmission et la distribution GdJ/GBM/BAD/CIA: utiliser le Consortium d'infrastructure pour l'Afrique (CIA) comme plate-forme permettant le développement des infrastructures régionales UE: Soutien pour les pays africains sur 5 ans, environ 300 millions €

(*) Les chiffres ci-dessus n'incluent pas l'Aide hors projet, l'Aide alimentaire, l'Aide d'urgence, et les Aides dans des domaines spécifiques comme l'Aide pour les Pêches, etc.

(**) Jusqu'à 4 milliards \$ (420 milliards ¥) devant être fournis par le GdJ pour le développement de l'Afrique, avec concentration particulière sur le développement des infrastructures et de l'agriculture

Accélérer la croissance économique -- Commerce, investissements et tourisme		
Mesures proposées par le Japon et ses partenaires	Partenaires	Ressources potentielles, contributions possibles
1. Promouvoir et étendre le commerce		
<p>● Promouvoir l'initiative "Un village, un produit" (UVUP), basé sur l'Initiative de Développement pour le Commerce, en établissant un nouveau cadre global afin d'améliorer l'accès des produits africains sur le marché japonais en</p> <p>(i) donnant des conseils sur les produits africains, (ii) envoyant des experts du Japon vers l'Afrique, (iii) invitant des ressortissants africains pour des études de marché, (iv) organisant des séminaires commerciaux, (v) soutenant la participation des entreprises africaines aux salons commerciaux du Japon, (vi) réalisant des "Programmes de développement et d'importation" pour aider les entreprises japonaises à commercialiser les produits africains</p>	GdJ (MECI)/JETRO	GdJ (MECI/JETRO) : élargir le budget du JETRO pour l'initiative "Un Village Un Produit" (UVUP)
<p>● Promouvoir le commerce des pays africains, l'expansion des programmes d'Aide pour le Commerce, y compris la transmission des connaissances des pays d'Asie et la fourniture d'une assistance technique</p>	Commission Européenne et pays membres de l'UE/GdJ/JICA/GBM/Pays d'Asie et autres partenaires	<p>UE : 2 milliards € par an, dont 50% pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans le cadre de l'Aide pour le Commerce de l'UE</p> <p>GdJ (MAE) : fournir une aide financière aux projets techniques en relation avec le commerce en coopération avec les organisations internationales</p> <p>JICA : découpler le quota des stagiaires africains dans le secteur du commerce</p> <p>GBM : promouvoir la coopération Sud-Sud et le partage des connaissances entre les pays d'Asie et d'Afrique et fournir une assistance technique pour le renforcement des capacités en matière de politique commerciale</p>
<p>● Soutenir le renforcement des capacités en matière de pratiques commerciales et de financement</p> <p>● Organisation de séminaires et de cours de formation. Elargir les assurances commerciales et soutenir l'adhésion de pays africains à l'Agence pour l'assurance du Commerce en Afrique</p>	GBM	<p>GBM : (i) Elargir le programme de financement du commerce de la CFI en Afrique à 1 milliard \$ par an</p> <p>(ii) Soutenir l'entrée d'autres pays africains dans l'Agence pour l'assurance du Commerce en Afrique</p>
<p>● Soutenir la recherche et le renforcement des capacités pour les genres et les envois de fonds : promouvoir l'utilisation efficace des envois de fonds pour le développement local</p>	PNUD INSTRAW	PNUD : soutenir un développement local réceptif aux genres par le PNUD/ Fonds WID Japon
<p>● Soutenir le développement des petites et moyennes entreprises et industries locales</p>	GdJ (MAE)/UNIDO	GdJ (MAE)/UNIDO: 5 million \$ en 2008 pour la formation des entrepreneurs

2. Attirer les investissements étrangers		
<p>● Soutenir les améliorations du système juridique et de l'environnement des investissements</p> <p>(i) Etablir ou promouvoir une plate-forme d'information et de consultation sur l'environnement des investissements en Afrique,</p> <p>(ii) Contribuer à l'obtention d'un développement autonome d'industries locales compétitives et améliorer la gouvernance économique et entrepreneuriale</p>	GdJ (MAE)/JETRO/ JBIC) CNUCED/GBM	<p>GdJ/JETRO : fournir régulièrement des informations sur l'environnement commercial de l'Afrique aux entreprises privées japonaises</p> <p>GdJ/JBIC/CNUCED : donner des recommandations politiques aux pays africains durant les cinq prochaines années</p> <p>GdJ : considérer le soutien à l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique. [Le GdJ a fourni 600 000€ à l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique en 2005-2007] et promouvoir les efforts africains pour les réformes de la politique des investissements, utilisant des instruments acceptés multilatéralement comme le Cadre des mesures d'investissement de l'OCDE</p> <p>GBM : Elargir le soutien aux conseils présidentiels investisseurs dans les pays africains, sur la base d'études d'entreprise en Afrique pour promouvoir le secteur privé africain, agrandir les programmes pour les micro, petites et moyennes entreprises (MSMEs), promouvoir l'assistance technique Asie-Afrique et s'inspirer du rôle de la CFI pour encourager les entreprises africaines</p>
<p>● Utiliser les autres flux de capitaux publics (OOF) pour encourager les investissements étrangers en Afrique</p> <p>● Utiliser activement le crédit aux investissements, les assurances de commerce et d'investissement</p>	JBIC/NEXI/GBM	<p>JBIC : mettre en place l'Institution JBIC pour les investissements en Afrique (FAI) pour offrir des investissements équitables, des garanties, et un financement en monnaie locale. La JBIC apportera un soutien financier à hauteur de 2,5 milliards \$ sur 5 ans</p> <p>JBIC/CFI : améliorer la coopération basée sur le Memorandum de Compréhension (MdC), spécialement pour renforcer l'efficacité de la FAI.</p> <p>NEXI : Entrer dans le mémorandum de compréhension sur la coopération avec la Corporation Islamique pour l'Assurance des Investissements et des crédits à l'exportation (ICIEC), et promouvoir une assurance plus large pour le commerce et les investissements</p>
<p>● Démarrer des cadres de consultations bilatérales, y compris un cadre juridique bilatéral comme les Traités pour l'Investissement Bilatéral (BIT) pour améliorer l'environnement commercial</p>	GdJ(MAE,MECI)	GdJ (MAE/MECI) : considérer les négociations de traités BIT avec les pays africains
<p>● Améliorer le Partenariat Public-Privé pour une coordination plus efficace entre les flux de capitaux publics et les capitaux privés, pour élargir les bonnes pratiques en matière de Responsabilité Sociale des Entreprises en relation avec les flux de capitaux publics</p>	GdJ	<p>GdJ : Etablir un mécanisme permettant à l'APD de compléter les activités du secteur privé contribuant au développement africain</p> <p>GdJ : Envoyer des Missions Public-Privé dans les pays africains</p>
<p>● Promouvoir les affaires des compagnies européennes avec l'Afrique par le Forum des Affaires entre l'Afrique et l'UE</p>	Commission Européenne et pays-membre de l'UE	CE: soutien au cadre macroéconomique et l'environnement de contrôle pour le développement des entreprises (Institution Permettant d'Améliorer l'Environnement du Secteur Privé de l'UE; CE-ACP BizClim € 20 million FY 2008-13
<p>● Promouvoir les activités commerciales des entreprises japonaises en Afrique par le Programme de Développement d'Entreprises Durables (GSB)</p>	GdJ(MAE)/PNUD	<p>GdJ(MAE) : soutenir le Programme GSB par le Fonds de Partenariat du PNUD</p> <p>PNUD : consolider ses tentatives pour engager les entreprises japonaises dans le GSB en Afrique</p>

3. Développement du secteur privé		
<ul style="list-style-type: none"> ● Soutenir les pays africains pour la formulation de stratégies de développement industriel et fournir un soutien technique pour l'amélioration de ce développement 	GdJ (MAE)/JICA/AOTS/GBM	<p>GdJ (MAE)/JICA : augmenter la quote-part des programmes de formation en relation avec le développement du secteur privé pour 2500 ressortissants africains afin d'améliorer la productivité des industries d'avenir, la compétitivité des produits en qualité et en prix et les capacités commerciales des employés</p> <p>AOTS : promouvoir les activités de formation pour l'Afrique afin de faciliter le commerce et les investissements par un transfert des techniques de fabrication et de marketing du Japon</p> <p>GBM : (i) Elargir le transfert des connaissances entre l'Asie et l'Afrique sur l'environnement commercial, y compris les Zones Franches d'Exportation (ZFEs), le travail/formation technique, la logistique commerciale, le transport, la gestion des ports, etc. (ii) S'engager dans le prêt, l'assistance technique, et les travaux de conseil sur les investissements pour les réformes sur le climat et la coopération avec 40 pays d'Afrique Sub-saharienne.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ● Soutenir les pays africains pour établir des systèmes et des ressources humaines en relation avec la propriété intellectuelle afin de parvenir à un développement autonome des industries locales et d'améliorer l'environnement des investissements 	GdJ (MECI)/OMPI	GdJ (MECI)/OMPI : Offrir 1 million de dollars au Fonds d'affectation spéciale du Japon à l'OMPI pour renforcer les capacités de tous les pays africains, en se concentrant, en premier lieu, sur le développement des ressources humaines
<ul style="list-style-type: none"> ● Soutenir l'assistance financière aux activités des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et des industries locales 	GdJ(MAE)/BAD	GdJ : Augmenter la contribution à l'Assistance pour le secteur privé renforcé (EPSA)/BAD en fournissant un prêt supplémentaire (300 millions \$ en 2008)
<ul style="list-style-type: none"> ● Renforcer le secteur financier, y compris le développement des marchés d'obligations locaux et les mécanismes de financement en monnaie locale, faciliter le partage des expériences parmi les pays, fournir une assistance technique. Elargir la collaboration pour Faire Fonctionner le Financement en Afrique 	GBM/ autres partenaires	GBM : (i) Lancer un partenariat pour faire fonctionner le financement en Afrique (ii) Organiser des ateliers régionaux pour partager les expériences sur les innovations et les bonnes pratiques du secteur financier
<ul style="list-style-type: none"> ● Fournir une coopération technique et une assistance financière pour promouvoir les industries énergétiques et minières ● Fournir une coopération dans le domaine de la détection à distance des ressources minières dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) 	GdJ (MECI)/JOGMEC	GdJ (MECI)/JOGMEC : fournir une assistance technique
<ul style="list-style-type: none"> ● Développer les Projets de Formation à la Taille des Pierres Précieuses dans un pays africain potentiel 	TICA	RTG: environ 60 000\$ pour l'année 2009
4. Promotion du tourisme		
<ul style="list-style-type: none"> ● Soutenir le tourisme par les opérateurs des pays non-africains en développant des mesures de familiarisation avec l'Afrique et en améliorant leurs connaissances sur ce qu'elle a à offrir 	GBM	GBM : poursuivre et étendre les projets de tourisme dans 5 pays au minimum, en se concentrant sur le renforcement des politiques et de l'environnement commercial, les liens avec le tourisme, les infrastructures et le développement du secteur privé
<ul style="list-style-type: none"> ● S'engager dans la promotion à long terme du tourisme en utilisant des manifestations comme les Salons du voyage, en tenant compte de la Coupe du Monde de football 2010 en Afrique du Sud 	GdJ (MTITT/MAE)	GdJ (MLIT/MAE) : promouvoir le secteur Afrique du salon annuel du voyage
<ul style="list-style-type: none"> ● Réaliser des projets pour le renforcement des capacités y compris des programmes de formation et l'envoi d'experts en collaboration avec les centres de formation sur le tourisme régional en Afrique 	JICA	JICA : découpler le quota des stagiaires dans le secteur du tourisme

Accélérer la croissance économique -- Agriculture		
Mesures proposées par le Japon et ses partenaires	Partenaires	Ressources potentielles, contributions possibles
Agriculture		
	GdJ/JICA	GdJ (MAE)/JICA : dons et assistance technique de 26 milliards ¥ pour l'agriculture (*) GdJ : accord de prêts aux projets dans ce secteur (**)
1. Agriculture et réponse à la hausse des prix des produits alimentaires (court terme)		
● Interventions immédiates pour remédier à la hausse des prix alimentaires : réponse rapide pour augmenter l'approvisionnement en produits alimentaires de base ; assistance aux consommateurs ; interventions ciblées pour remédier à la famine	GdJ/GBM et autres partenaires	GdJ : Fournir une aide alimentaire d'urgence d'une valeur de 100 millions \$ entre mai et juillet 2008 (ciblant principalement l'Afrique) et autres mesures à identifier GBM : Lancer une Institution de Réponse Alimentaire Mondiale et mettre en œuvre des mesures ciblées à court terme pour répondre aux besoins urgents individuels de chaque pays
● Réponse à court terme à la sécurité alimentaire d'urgence par l'aide humanitaire, les réseaux de sécurité et le soutien aux moyens d'existence	CE	CE: 300 millions €
2. Agriculture et réponse à la hausse des prix des produits alimentaires (moyen et long terme)		
● Soutien aux partenaires pour la planification et la programmation stratégique du Programme Mondial pour le Développement Agricole d'Afrique (CAADP) au niveau national et régional, et interventions élargies pour la gestion de la terre et de l'eau, des infrastructures (par ex. irrigation) et développement du marché, et expansion et reprise des technologies agricoles ● Mise en œuvre du CAADP pour augmenter l'approvisionnement en produits alimentaires à moyen et long terme ● Renforcement des organisations d'agriculteurs et des associations des usagers de l'eau dans les communautés, expansion de la recherche et des technologies agricoles, par exemple par le biais du support aux initiatives des communautés et des programmes régionaux de recherche agricole	GdJ(MAE)/GBM	GdJ(MAE)/JICA : (i) dons et assistance technique à partir de 26 milliards ¥ mentionnés ci-dessus. (ii) développement et réhabilitation des Installations d'irrigation, y compris les schémas d'irrigation à petite échelle (100 000ha) GBM : Prêt estimé de 4 milliards \$ pour la croissance agricole durant cinq ans. Objectif de la CFI de 400 millions \$ d'ici 2010 pour le soutien de l'agrocommerce jusqu'à 1 milliard de \$ en cofinancement dans 5 pays pilotes. GdJ/GBM : (i) soutien à l'établissement d'un Fonds d'affectation spéciale du CAADP (Contribution du Japon – 2 millions \$) , (ii) élargir le co-financement spécialement pour l'irrigation, (iii) mettre en place un volet d'aide spécial de 20 millions \$ dans le JSDF pour le développement rural, y compris le renforcement des capacités de gestion de la terre et de l'eau
● Doubler la production de riz en Afrique en dix ans	GdJ(MAE)/JICA/AGRA	GdJ(MAE)/JICA : dons et assistance technique à partir des 26 milliards ¥ mentionnés ci-dessus AGRA: soutien pour le développement des récoltes de riz, amélioration des sols, renforcement des marchés de riz, et le développement de systèmes de gestion de l'eau. L'aide totale d'AGRA devrait être d'environ 100 millions \$ pour la période à venir d'une durée de 5 ans à 7 ans
● Améliorer les variétés de riz ayant une meilleure productivité et les vulgariser par les organisations de fermiers	GdJ/PNUD	GdJ : fournir des fonds au programme NERICA par le Fonds de partenariat du PNUD

(*) Les chiffres ci-dessus n'incluent pas l'Aide hors projet, l'Aide alimentaire, l'Aide d'urgence, et les Aides dans des domaines spécifiques comme l'Aide pour les Pêches, etc.

(**) Jusqu'à 4 milliards \$ (420 milliards ¥) devant être fournis par le GdJ pour le développement de l'Afrique, avec concentration particulière sur le développement des infrastructures et de l'agriculture.

● Soutenir l'agriculture et le développement durable dans le cadre du 10 ^e me EDF et le programme thématique	CE	CE: 2 milliards € (FY 2008-2013)
● Améliorer le NERICA, développer et introduire des cultures résistantes aux sécheresses et améliorer la fertilité des sols	GdJ (MAFP)/JIRCAS	GdJ (MAFP)/JIRCAS : Contribuer à l'augmentation de la productivité des produits alimentaires (88 millions ¥ en 2008)
● Renforcer les capacités pour augmenter la production alimentaire et la productivité agricole	GdJ (MAE)/JICA	GdJ (MAE)/JICA : renforcement des capacités pour 50 000 leaders agricoles
● Augmenter le développement des ressources humaines pour la recherche agricole	GdJ (MAFP)	GdJ (MAFP) : améliorer les capacités de recherche pour les chercheurs (environ 20 chercheurs en 2008)
● Améliorer les techniques de développement/gestion des terres et des eaux pour augmenter la production alimentaire, et particulièrement le riz	GdJ (MAFP)	GdJ (MAFP) : (i) étudier l'exécution (210 millions ¥ en 2008) (ii) fournir un budget pour un fonds d'affectation spéciale pour IWMI (11 millions ¥ en 2008)
● Etudier les technologies pour une production alimentaire durable	GdJ (MAFP)	GdJ (MAFP) : Examen des techniques locales de culture, pour possibilité d'innovation et de prévalence du NERICA (17 millions ¥ en 2008)
● Promouvoir la riziculture en Afrique par la petite irrigation (petites infrastructures par les fermiers, alimentation pour le travail, approche participative et défrichement des terres au niveau des communautés	GdJ (MAFP)	GdJ (MAFP) : Fournir un budget au Fonds d'affectation spéciale PAM 2006-2011 (213 millions ¥ en 2008)
● Promotion des organisations de fermiers par les activités coopératives agricoles d'apprentissage	GdJ (MAFP)	GdJ (MAFP) : Organiser des cours de formation pour la promotion des organisations de fermiers (22 millions ¥ en 2008)
● coopération technique entre la Thaïlande et un pays africain potentiel sur l'amélioration et le renforcement des capacités techniques de la culture et le traitement piscicole dans les pêcheries artisanales	TICA	RTG : environ 52 000 \$ pour l'année 2009
● Coopération entre la Thaïlande et un pays africain potentiel sur les aquacultures en eau douce et côtière	TICA	RTG : environ 20 000 \$ pour l'année 2009
● Coopération technique sur la surveillance et la gestion des produits piscicoles d'un pays africain potentiel	TICA	RTG: environ 15 000 \$ pour l'année 2009
● Développer les capacités pour améliorer la production de riz, des pêcheries et de l'horticulture pour un pays africain potentiel	TICA	RTG: environ 100 000 \$ pour l'année 2009
● Développer les capacités dans les recherches agricoles pour un pays africain potentiel	TICA	RTG: environ 17 000 \$ pour l'année 2009

OMD – Développement des communautés, éducation et santé		
Mesures proposées par le Japon et ses partenaires	Partenaires	Ressources potentielles, contributions possibles
1. Développement des communautés		
● Promouvoir le mouvement "Un Village, Un Produit (UVUP)" pour parvenir à réduire la pauvreté par le développement des communautés	GdJ(MAE)/JICA	GdJ/JICA : expansion des projets UVUP à 12 pays
● Soutenir le Village Africain du Millénaire (VAM)	GdJ(MAE)/PNUD	GdJ/PNUD : Expansion des projets VAM à 12 pays au total
● Promouvoir un accès élargi aux services d'énergie en vue d'usages productifs dans les communautés rurales par l'augmentation des programmes de plate-forme multifonctions	GdJ/PNUD/BAD	GdJ/BAD : fournir des fonds aux programmes de plate-formes multifonctions PNUD : fournir un soutien technique aux programmes de plate-formes multifonctions (soutien actuel au développement de programmes d'investissement pour un accès élargi aux services d'énergie en vue d'usages productifs)
● Soutenir les initiatives entrepreneuriales des femmes	GdJ(MAE)/PNUD	GdJ (MAE) : soutenir les initiatives pilotes par le PNUD/Fonds WID Japon PNUD : exécuter les initiatives pilotes
● Etendre la coopération technique sur la création de revenus pour les villageois par des programmes de formation sur "Un tambol One product (OTOP)", le micro-financement et le développement des PME	TICA	RTG : environ 15 000\$ pour l'année 2009
● Projets de la coopération technique sur le développement durable entre un pays africain potentiel et le Royaume de Thaïlande (phase II)	RTE	RTG : environ 130 000 \$ pour l'année 2009
● Echanger les meilleures pratiques dans le concept de l'Economie suffisante et la Nouvelle Théorie Agricole en créant un village modèle dans un pays africain potentiel	RTE	RTG: environ 160 000 ¥ planifié pour la période 2009-2012 pour la mise en oeuvre du projet
2. Education		
	GdJ(MAE)/JICA	GdJ(MAE)/JICA : dons et assistance technique de 44 milliards ¥ pour l'éducation (**)
Education élémentaire - élargir l'accès et la qualité		
● Fournir des occasions d'apprendre aux enfants	GdJ(MAE)/JICA/CE	GdJ/JICA : Construction de 1 000 écoles primaires et secondaires dotées d'environ 5 500 salles de classe pour approximativement 400 000 enfants CE : 359,5 millions € dans le 10ème FED ne comprenant pas la partie soutien du budget qui contribue aux résultats de l'éducation pour les états ACP pour les 5 prochaines années
● Soutenir l'Initiative Fast Track Fond Catalytique	CE/GBM/EFI/FTI/Donateurs y compris la CE	GBM : expansion des opportunités d'éducation primaire par l'Initiative Fast Track Education pour Tous ou EFA FTI (partenariat mondial de plus de 30 agences bilatérales travaillant avec les pays en développement pour progresser vers l'objectif d'une éducation primaire universelle de qualité d'ici 2015). Les gages au principal fonds d'affection du FTI (Fonds Catalytique) ont atteint actuellement 1,4 milliards \$ par une contribution de 16 pays donateurs, dont 950 millions \$ environ ont été alloués aux 18 pays africains dont les plans du secteur de l'éducation ont été évalués. Le FTI devrait pouvoir aider en temps voulu la totalité des 33 pays d'Afrique défavorisés à présenter des plans crédibles pour être évalués, et financement avec don ultérieur par les partenaires donateurs EFA FTI CE : contribution de 22 millions € au Fonds Catalytique dans les 5 prochaines années

● Construire et rénover les écoles et fournir une formation aux professeurs dans des écoles conviviales pour les enfants	UNICEF/ Fondation Nelson Mandera/ La Société Hambourg	UNICEF/Fondation Nelson Mandera/La Société Hambourg : Construire/ rénover les écoles et fournir une formation des professeurs dans un minimum de 1 000 écoles conviviales pour les enfants dans les zones rurales et les communautés urbaines pauvres des pays d'Afrique de l'Est et du Sud
● Elargir l'accès à une éducation primaire de qualité par l'abolition des frais scolaires et autres mesures pour surmonter les obstacles familiaux des coûts de l'éducation	UNICEF/UNESCO/ IIEP/PNUD/ GBM/ADEA	UNICEF/UNESCO/IIEP/PNUD/GBM : En terme de recherche, d'études de faisabilité et de développement des capacités en coopération avec les institutions de recherche et de formation, contribuer aux efforts des politiques d'abolition des frais scolaires et autres mesures pour surmonter les obstacles familiaux aux coûts de l'éducation dans 10 pays au minimum
● Conférer le pouvoir aux programmes d'alphabétisation et aux élèves pour contribuer à un développement pacifique et durable des communautés et pour une meilleure gestion de l'éducation et de la santé	UNESCO	UNESCO : mettre en œuvre l'Initiative d'Alphabétisation pour l'Autonomisation (ILFE) dans 22 pays
● Soutenir les pays pour l'adoption d'une éducation élémentaire sur une période minimale de 9-10 ans avec un cadre de programmes scolaires appropriés	UNESCO	UNESCO : Assister 11 pays pour l'adoption d'une éducation élémentaire pour une période minimum de 9-10 ans avec un cadre de programmes scolaires appropriés par le Programme d'Education Élémentaire en Afrique (BEAP)
● Fournir une éducation pour la transformation des communautés par la conception, la construction et la formation du personnel pour les écoles primaires/secondaires pour changer la qualité de vie des communautés aux frontières de pays liés par conflit	UNICEF/Equipes pays UN (UNCT)/Plan International et autres	UNICEF/UNCT/Plan International et autres : Concevoir, construire des établissements scolaires et former du personnel pour au minimum 100 écoles primaires/secondaires afin de changer la qualité de vie des communautés frontalières de pays liés par conflit (Initiative sur "Apprendre le Long des Frontières pour Vivre Au-delà des Frontières" par le programme UNICEF sur l'Education d'Urgence et dans les Pays en Transition Après Crise
● Elargir la gestion des écoles sur une base éducative avec la participation des communautés et élargir les programmes vers des pays supplémentaires. Les activités illustratives incluent des mesures pour améliorer et vulgariser les outils pour la gestion des écoles par les communautés, et former des comités scolaires	GdJ(MAE/MF)/ JICA/GBM	GdJ (MAE/MF)/JICA : Elargir les projets pour améliorer l'environnement basé sur les modèles de "L'Ecole pour Tous" pour 10 000 écoles en Afrique de l'Ouest. Mettre également en place un volet spécial pour un don de 10 millions \$ dans le Fonds Japonais de développement social (JSDF) pour accroître la promotion du modèle de gestion participative des écoles GdJ/JICA/GBM : Fournir les intrants techniques nécessaires pour que GBM organise une conférence d'inventaire afin d'encourager les échanges Sud-Sud et l'apprentissage transfrontalier
● Elargir la formation des professeurs en mathématiques et en sciences par le SMASE (Renforcement de l'enseignement en mathématiques et en sciences) en élargissant le programme vers d'autres pays et en encourageant le partage des expériences	GdJ(MAE)/JICA/G BM	GdJ(MAE)/JICA : (i) Etendre les projets SMASE à 100 000 professeurs ; (ii) Promouvoir le partage des expériences parmi les pays membres du SMASE-WECSA (Afrique Occidentale, Orientale, Centrale et Australe) ; (iii) Fournir une formation aux professeurs de maths et de sciences pour tous les pays membres du SMASE-WECSA GdJ/JICA/BM : Conférence de coordination du GBM sur les Echanges Afrique-Asie pour l'enseignement en mathématiques et en sciences (AAE/MSE) avec support technique pour la formation des professeurs par la JICA
● Augmenter le soutien financier et l'assistance technique au secteur de l'éducation privée	GBM	La CFI fournira 50-100 millions \$ sur les 5 prochaines années avec ses partenaires pour soutenir l'expansion de l'enseignement fourni par le secteur privé

Education post-élémentaire et éducation supérieure/recherche		
<p>● Améliorer l'éducation post-élémentaire (éducation supérieure, éducation et formation technique et professionnelle (TVET), développement des ressources humaines pour la promotion des sciences, des technologies et de l'industrie. Encourager le partage des expériences des pays et expansion des programmes</p>	GdJ(MAE)/JICA/GBM/CE	<p>GdJ(MAE)/JICA : Promouvoir l'expansion des expériences des projets JICA</p> <p>GBM/JICA : Evaluation par le GBM de l'expérience de la formation professionnelle et actualisation du travail analytique régional sur la TVTE et conférence de dissémination avec soutien technique et partage d'informations de la JICA</p> <p>CE : Programme Nyerere (60 millions €) pour promouvoir les échanges d'éducation supérieure intra-Afrique et programme ERASMUS MUNDUS (30 millions €) pour l'accès à l'éducation supérieure de la CE durant les 5 prochaines années</p>
<p>● Fournir une éducation professionnelle innovante dans des domaines sélectionnés pour des jeunes sans emploi mais talentueux et n'ayant pas reçu d'éducation en raison des conflits</p>	UNICEF/Equipes pays UN (UNCT)/PAM/Plan International et autres	UNICEF/UNCT/PAM/Plan International et autres : Concevoir, construire des établissements scolaires et former du personnel pour au minimum 20 "Académie des talents" de grande qualité dans les pays liés par conflit (Initiative sur les "Académies des talents") par le programme UNICEF sur l'Education d'Urgence et dans les Pays en Transition Après Crise
<p>● Renforcer les partenariats entre les universités, les établissements d'enseignement supérieur et les instituts de recherche par des recherches conjointes, l'échange de chercheurs et le partage d'informations/connaissances</p>	UNESCO/JICA/UNU/Université d'Hiroshima	UNESCO/JICA/UNU/Université d'Hiroshima : Projet de dialogue des universités Afrique-Asie pour le développement de l'éducation élémentaire afin de promouvoir la recherche et la réflexion par un dialogue et une collaboration entre les universités dans 12 pays africains et 6 pays asiatiques
<p>● Tenir des dialogues politiques, y compris une rencontre des ministres japonais et africains en charge des sciences et des technologies pour promouvoir la coopération dans ces domaines entre le Japon et l'Afrique</p>	GdJ (CPM)	GdJ (CPM) : organiser une rencontre ministérielle japonaise et africaine dans le domaine des sciences et des technologies, et certaine forme de dialogues avec les pays africains
<p>● Etendre la coopération dans le domaine de l'éducation par des moyens unilatéraux, bilatéraux et par un soutien financier tiers</p>	GdV (Ministère de l'Education)	GdV: (i) Recevoir 5 étudiants africain dans une université du domaine agricole, (ii) Envoyer 3 experts en éducation pour aider à la rédaction de livres scolaires
<p>● Etendre la coopération technique sur l'éducation en fournissant des bourses aux pays africains potentiels au niveau master à 2 pays africains potentiels pour 5 personnes pour chacun</p>	TICA	RTG: environ 150 000 \$ pour l'année 2009
<p>● Augmenter le nombre d'étudiants africains boursiers du gouvernement japonais</p>	GdJ (MECSRT/MAE)	GdJ (MECSRT/MAE) : Elargir le quota de bourses du gouvernement japonais, accepter plus de 500 étudiants africains durant les 5 prochaines années
<p>● Sur la base des besoins des pays en développement, promouvoir la recherche conjointe internationale concentrée sur les problèmes mondiaux comme l'environnement et l'énergie, la prévention des catastrophes naturelles et le contrôle des maladies contagieuses, et envisager les futurs usages des résultats des recherches</p>	GdJ(MAE/MECSRT)/JICA/AST	GdJ/JICA/AST : budget JICA et AST

Envoyer des chercheurs japonais dans les universités/instituts de recherche de pays africains et mettre en œuvre une recherche conjointe avec de jeunes chercheurs locaux afin de résoudre les problèmes globaux auxquels les pays africains font face	GdJ (MAE/MECSRT)/JICA/AST	GdJ(MAE/MECSRT)/JICA/AST : budget JICA et AST
Approche multisectorielle		
● Améliorer l'éducation sur la vie quotidienne, y compris la prévention du VIH/SIDA et améliorer les comportements d'hygiène	UNESCO	UNESCO : Aider 30 pays qui participent à l'Initiative Mondiale sur le VIH/SIDA et l'Education (EDUAIDS) en se concentrant sur l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe pour mettre en oeuvre des activités en relation avec le développement de réponses nationales détaillées
● Fournir une alimentation scolaire ou de la nourriture pour la scolarisation des filles	PAM	PAM : Fournir des repas scolaires à 23 millions d'enfants dans 45 pays africains qui participent à Faim d'école d'ici 2013 en coopération avec les ONG et les gouvernements nationaux
Autres		
● Encourager le partenariat public-privé pour une coordination efficace entre l'APD et les ressources privées et encourager les contributions privées à l'éducation	UNESCO/Forum économique mondial (WEF)	UNESCO/WEF: Promouvoir l'initiative du Partenariat pour l'Education pour encourager les contributions du secteur privé à l'éducation par le Partenariat à intervenants multiples

3. Santé		
	GdJ (MAE)/JICA	GdJ (MAE)/JICA : dons et assistance technique de 43 milliards ¥ pour la santé (*)
<ul style="list-style-type: none"> ● Améliorer la fourniture des services de santé, y compris par l'expansion des infrastructures et des installations de santé ● Améliorer la gestion de la santé et la surveillance des services de santé, en portant une attention particulière aux OMD 1, 4, 5 et 6 	GdJ(MAE)/GBM/CE /GdV	<p>GdJ(MAE) : Amélioration de 1 000 hôpitaux et centres de santé</p> <p>GBM : Elargir les programmes pour la santé de la mère et de l'enfant, contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA, et renforcer les systèmes de santé Cibles spécifiques à identifier. Niveaux de financement actuels du GBM de 648 millions \$</p> <p>GdJ/GBM : (i) Soutenir la mise en place d'un nouveau fonds d'affectation spéciale multi-donateurs pour la malnutrition (Contribution du Japon de 2 millions \$) et (ii) mettre en place un volet spécial pour un don de 20 millions \$ dans le Fonds Japonais de développement social (JSDF) pour promouvoir la gestion de la santé et la surveillance des services de santé</p> <p>CE : soutien direct de 493,1 millions € pour la santé dans les pays africains dans le Fonds Européen de développement durant les 5 prochaines années</p> <p>GdV: Etendre le séjour et envoyer 100 nouveaux experts et 30 experts chaque année en Afrique (2007-2010)</p>
<ul style="list-style-type: none"> ● Soutenir la mise en place d'approches intégrées et basées sur les communautés pour fournir un ensemble d'interventions à fort impact et à bas prix pour la santé et la nutrition en vue des OMD 1, 4, 5 et 6 	UNICEF	UNICEF : Mettre en place des interventions comme la fourniture de suppléments en vitamine A, l'éradication des vers parasites, la surveillance de la nutrition, les sels de réhydratation à prise orale (SRO), les compléments en zinc et la vaccination des enfants dans 47 pays africains
<ul style="list-style-type: none"> ● Soutenir la formation et la préservation de la santé des travailleurs médicaux, y compris des accoucheurs compétents 	GdJ(MAE)/JICA	GdJ(MAE)/JICA : formation de 100 000 travailleurs médicaux et de la santé
Promouvoir des soins de santé communautaire en Afrique	l'Association Médicale du Japon, membre de l'Association Médicale Mondiale	JMA: i) effectuer des efforts pour la promotion de la coopération avec une région africaine en s'appuyant sur des organisations telles que l'Association Médicale Africaine possédant 25 membres, ii) Tenter d'améliorer le secteur de la gynécologie au Sénégal par un compagnon japonais Takemi du programme Takemi de l'Ecole Harvard de Santé Publique de Boston
<ul style="list-style-type: none"> ● Amélioration de la santé infantile 	GoJ (MAE)/UNICEF et autres organisations concernant la santé	GoJ (MAE)/UNICEF et autres organisations concernant la santé: sauver la vie de 400 000 enfants
<ul style="list-style-type: none"> ● Augmenter le financement de la santé sur la base des résultats et approche de rachat des emprunts BIRD en partenariat avec des fondations privées. Accroître le soutien aux prestations des services de santé par le secteur privé et aux départements gouvernementaux responsables du contrôle des fournisseurs privés des services de santé 	GBM/CE	<p>GBM : projets de rachats dans 8 pays supplémentaires.</p> <p>CE : Le financement sur la base des résultats est fourni par les 3.441.3 millions € du budget général de soutien aux pays africains durant les 5 prochaines années , indicateurs de santé inclus</p>
<ul style="list-style-type: none"> ● Soutenir la recherche et le dialogue politique sur le VIH/SIDA et les soins 	GoJ(MAE)PNUD/CE	<p>GdJ : soutenir les initiatives pilotes par le Fonds de partenariat du PNUD</p> <p>PNUD : Initiative pilote en cours</p> <p>CE : Soutien de la CE/UE pour le Partenariat Europe - Pays en développement sur les essais cliniques (EDCTP) qui se concentre sur le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme, estimé à 500 millions € pour 2008-2013</p>

● Renforcer le contrôle et l'élimination des Maladies Tropicales Négligées (MTN), par un accès élargi à des interventions à impact rapide et l'usage optimal des ressources par une gestion intégrée des vecteurs	GdJ (MSEPS/MAE)/JICA	GdJ (MAE)/JICA : dons et assistance technique à partir des 43 milliards ¥ mentionnés ci-dessus GdJ (MSEPS) : planification en 2009 pour augmenter/fournir un budget à l'OMS afin de renforcer le contrôle et éliminer les MTN en Afrique
● Augmenter les efforts pour combattre le VIH/SIDA, la TB et le paludisme	GdJ (MAE)/JICA/EC	GdJ (MAE)/JICA : dons et assistance technique à partir des 43 milliards ¥ mentionnés ci-dessus (*) GdJ (MAE) : engagement et apport d'une contribution financière de 560 millions \$ au Fonds Mondial CE : Soutien engagé au Fonds Mondial pour la lutte contre le SIDA, la TB et le paludisme pour 2008-2010, d'un total de 300 millions € (**) * N'inclut pas la contribution du MSEPS à l'USAIDS
● Promouvoir les mesures contre les maladies contagieuses – Prévenir la propagation du VIH par l'éducation	UNESCO	UNESCO : Aider 30 pays participant à l'Initiative Globale UNAIDS sur l'Education et le VIH/SIDA (EDUCAIDS) en se concentrant sur l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe pour l'exécution des activités en relation avec le développement de dépenses nationales détaillées
● Encourager et reconnaître la recherche médicale et les pratiques exemplaires de services médicaux de lutte contre les maladies contagieuses et renforcer les systèmes de santé en Afrique par le Prix Hideyo Noguchi	GdJ (CPM)	GdJ (CPM) : planifier pour les années fiscales 2009 et 2011 l'organisation de colloques en coopération avec l'OMS
● Poursuivre davantage le Programme de financement des centres de recherche sur les maladies contagieuses émergentes et récurrentes, commencé en 2005 et renforcer le réseau entre les centres de recherche nationaux et étrangers dans les pays à haut risque de maladies contagieuses émergentes et récurrentes afin de minimiser les menaces potentielles provoquées par ces maladies	GdJ (MECSRT)	MECSRT : (i) créer un système de recherche au Japon incluant les universités japonaises et les instituts de recherche ayant un potentiel élevé de recherche sur les infections émergentes et récurrentes (ii) mener des recherches en coopération avec les chercheurs dans certains centres de collaboration étrangers en Afrique (iii) renforcer le réseau entre les centres de recherche japonais et étrangers pour des recherches conjointes actives (iv) développer les ressources humaines par des recherches conjointes
● Envoyer des chercheurs japonais dans les universités et les instituts de recherche africains et promouvoir les recherches conjointes	GdJ (MECSRT/MAE)/JICA/AST	GdJ (MECSRT et MAE)/JICA/AST : budget et JICA et AST
● Transférer les technologies et le savoir-faire en matière de production de médicaments anti-paludéen peu onéreux dans un pays africain potentiel	RTE	RTG : environ 85 000 \$ pour l'année 2009 RTG : environ 16 000 \$ pour l'année 2009
● Soutenir le système de santé publique et les équipes médicales mobiles ● Soutenir l'offre privée de soins de santé	GBM	GBM: Soutenir l'offre de soin de santé du secteur privé grâce aux initiatives CFI. La CFI vise un investissement de 1 milliard \$ et de fonds pour l'assistance technique (AT) sur les 5 prochaines années, 40% pour la CFI, le reste provenant d'autres partenaires, dont des banques locales en Afrique, des Institutions Financières de Développement (IFD), des fondations et du secteur privé

(*) Les chiffres ci-dessus n'incluent pas l'Aide hors projet, l'Aide alimentaire, l'Aide d'urgence, et les Aides dans des domaines spécifiques comme l'Aide pour les Pêches, etc.

(**) CE : Les allocations du Fonds Mondial ne sont pas assignées par région ou par maladie, mais basées sur les demandes du pays – en chiffres ronds 5 pays africains ont reçu 55% des dons, et 58% ont été attribués au VIH/SIDA. En outre, le SIDA est considéré comme priorité trans-sectorielle dans la coopération de la CE pour le développement, et reprise dans tous les secteurs, notamment la santé, l'éducation, les transports, etc.

Consolidation de la paix et bonne gouvernance		
Mesures proposées par le Japon et ses partenaires	Partenaires	Ressources potentielles, contributions possibles
● Fournir un soutien pour répondre aux crises humanitaires et consolider la paix	GdJ/ Différentes organisations internationales et organes de l'ONU/GBM	GdJ : continuer à dûment assister les pays africains (763,4 millions de dollars (années fiscales 2003-2007) en répondant aux crises humanitaires et en consolidant la paix VNU : déploiement des volontaires VNU et soutien VNU aux capacités nationales de gestion des crises et de consolidation de la paix (VNU : 3,2 millions \$) GBM : augmenter l'assistance lors de la transition guerre-paix et de la reprise et reconstruction après les conflits, y compris le soutien à la démobilisation et à la réintégration, la restauration des infrastructures, des installations de santé et d'éducation, et l'assistance aux petites entreprises et à l'agriculture pour promouvoir la croissance économique
● Soutenir l'Institution Africaine pour la Paix	CE	CE : Fournir 600 millions € dans le 10ème FED pour l'Institution Africaine pour la Paix dans les 5 prochaines années
● Soutenir les centres PKO en Afrique	GdJ	GdJ : a fourni 15,5 millions de dollars à cinq centres PKO en Afrique dans le cadre de son Programme de Soutien au Maintien de la Paix (projets actuellement en cours d'exécution) et aidera au partage des expériences entre l'Asie et l'Afrique. GdJ : a fourni 1,5 millions de dollars pour augmenter les capacités des organisations non gouvernementales engagées dans la consolidation de la paix (projet en cours)
2. Bonne gouvernance		
● Renforcer la gouvernance économique et des entreprises des pays africains par l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'Investissement en Afrique	GdJ/NEPAD-OCDE	GdJ : considérer la fourniture d'un support à l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique [Le GdJ a fourni 600 mille € à l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique en 2005-2007]
● Soutenir la mise en œuvre du Programme d'Action du Rapport de revue par pays du MAEP	GdJ/PNUD	GdJ : lancer un projet initial pour soutenir l'exécution du Programme d'action du Rapport de Revue par Pays du MAEP par le Fonds de Partenariat du PNUD
● Soutenir la tranche Motivation Bonne Gouvernance du 10ème FED	CE	CE : 2,7 milliards € du 10ème FED pour les états ACP durant les 5 prochaines années

S'attaquer aux questions de l'environnement et des changements climatiques		
Mesures proposées par le Japon et ses partenaires	Partenaires	Ressources potentielles, contributions possibles
1. Réduction		
● Soutenir la participation active des pays africains au processus UNFCC afin de formuler un cadre post-2012 efficace, dans lequel les principaux pays émetteurs prennent des actions et travaillent de concert, sur la base du Plan d'Action de Bali	GdJ/UE	GdJ : Soutien par le Partenariat "Cool Earth" (*) UE : "Alliance mondiale sur les changements climatiques" (**)
● Soutenir le développement et l'utilisation des énergies propres, dont l'énergie solaire, par une stratégie sectorielle, la formulation d'une politique et des investissements dans les énergies renouvelables	GdJ(MAE)/GBM	GdJ : Soutien par le Partenariat "Cool Earth" (*) GBM : cofinancer les projets d'hydroélectricité régionale CFI : investir de 4-5 millions \$ dans les énergies propres au sein d'un programme Afrique d'éclairage hors réseau et joindre des établissements pour des investissements sur l'énergie durable avec jusqu'à 100 millions de \$ sur le propre compte de la CFI
● Soutenir les investissements dans la gestion durable des terres et des forêts, identification des réductions des émissions et opportunités de financement des fonds carbone par le REDD (Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement)	GdJ/GBM	GdJ : Soutien par le Partenariat "Cool Earth" (*) BM : accès à l'aide à la Facilité Partenariat Carbone Forêts et au Fonds d'investissement pour le Climat
● Soutenir le développement et l'accès à des informations de base sur les ressources forestières pour encourager la gestion durable des forêts	GdJ (MECSRT)	GdJ (MECSRT) : Fournir les données ALOS (Satellite d'observation terrestre avancé)/PALSAR sur l'Afrique pouvant être utilisées pour la gestion des forêts
● Conserver et réhabiliter les forêts entourant les camps de réfugiés souffrant de la déforestation	GdJ (MAFP)	GdJ (MAFP): (i) formuler un manuel technique pour la conservation et la réhabilitation des forêts pour trois pays africains(pour l'année fiscale 2008), (ii)projet de durée (de 2006-2010)
● Soutenir la mise en œuvre de projets pour promouvoir la gestion durable des forêts en Afrique	GdJ (MAE)/OIBT	GdJ(MAE) : Fournir une assistance financière pour la mise en œuvre des projets OIBT dans le domaine de la gestion durable des forêts en Afrique
● Soutenir la fourniture d'énergies abordables et propres pour l'éclairage des Etablissements Humains Africains	UN-HABITAT	UN-HABITAT : soutenir le projet par le Fonds d'Affectation Spécial Eau et Hygiène UN-HABITAT (1 million \$)
● Soutenir la production de bio-combustibles compatibles avec la sécurité alimentaire	GdJ (MAFP)	GdJ(MAFP) : Examiner les possibilités de production de bio-combustibles compatibles avec la sécurité alimentaire en Afrique (6 millions ¥ pour l'année fiscale 2008)

(*) Le Partenariat "Cool Earth" se compose d'un total de 10 milliards de \$ US qui seront distribués mondialement durant cinq ans à partir de 2008

(**) L'Alliance mondiale sur les changements climatiques" est un document de politique détaillée avec un certain financement d'environ 50 millions E pour un nombre de pays pilotes sélectionnés, commençant en 2008

2. Adaptation		
● Soutenir la prévention des désastres et la gestion des capacités (en particulier les sécheresses et les inondations dans les pays les plus vulnérables)	GdJ/GBM	GdJ : Soutien par le Partenariat "Cool Earth" (**) GBM : effectuer des évaluations sur les besoins des pays, fournir un financement estimé à 75 millions \$ pour les activités dans les pays africains dans le cadre des initiatives de l'Institution Mondiale pour la Réduction des Désastres et la Rétablissement et l'Adaptation aux Changements Climatiques sur les Terres Arides, l'année prochaine. La CFI entreprendra des études pilotes sur l'adaptation pour des investissements potentiels
● Soutenir la formulation de plans de gestion des ressources en eau, y compris (i) principales évaluations hydrologiques, (ii) gestion des risques d'inondation, et (iii) technologies de gestion des eaux appropriées initialement en particulier pour les pays en danger	GBM	GBM : 306 millions \$ pour la gestion des risques d'inondations et les préparatifs pour l'année fiscale 2008
● Soutenir les efforts des pays africains à s'attaquer et s'adapter aux changements climatiques au niveau national, sub-national et des communautés, dans le cadre du partenariat conjoint Japon-PNUD pour la lutte contre les changements climatiques en Afrique	GdJ(MAE)/PNUD/GEF	GdJ (MAE) : fournir des fonds à hauteur de 92,1 millions \$ en tant que partie intégrante du Partenariat "Cool Earth" du Japon PNUD/GEF : fournir des fonds de 31 millions \$ PNUD : execution du programme
● Soutenir une initiative pour aider les Etablissements Humains Africains à combattre les effets des changements climatiques	UN-HABITAT	UN-HABITAT : soutenir l'initiative (3 millions \$)
3. Eau et hygiène		
	GdJ (MAE)/JICA/GBM	GdJ (MAE)/JICA : dons et assistance technique de 30 milliards ¥ pour l'eau et l'hygiène (*) GBM: cibler la fourniture de l'eau à 2,5 millions de personnes par an grâce à 50 000 connexions et 4 500 points d'eau communautaires; s'assurer que 75% des installations urbaines pour l'eau couvre leurs coûts de fonctionnement et de maintenance et que 85% des points d'eau communautaires sont opérationnels dans 14 pays africains avec des projets autonomes GBM sur l'eau. financement estimé à la hausse et alloué au fonctionnement autonome de la distribution de l'eau et des installations sanitaires (WSS) de 878 millions en IDA14 et 1,2 milliards en IDA15
● Promouvoir le développement des installations d'approvisionnement en eau et d'hygiène (puits, dont ceux avec panneaux solaires, et toilettes)	GdJ(MAE)/JICA	GdJ (MAE)/JICA : fournir l'eau potable saine à 6,5 million de personnes
● Renforcement des capacités sur la gestion des ressources d'eau	GdJ (MAE)/JICA	GdJ (MAE)/JICA: renforcement des capacités à 5 000 gérants/usagers d'eau
● Soutenir la fourniture durable d'eau et de services d'hygiène aux populations pauvres	UN-HABITAT	UN-HABITAT : soutenir le projet par le Fonds d'Affectation Spéciale Eau UN-HABITAT (19 millions \$)

(*) Les chiffres ci-dessus n'incluent pas l'Aide hors projet, l'Aide alimentaire, l'Aide d'urgence, et les Aides dans des domaines spécifiques comme l'Aide pour les Pêches, etc.

(**) Le Partenariat "Cool Earth" se compose d'un total de 10 milliards de dollars US qui seront distribués mondialement durant cinq ans à partir de 2008

4. Education pour un développement durable (EDD)		
● Promouvoir l'EDD par son intégration dans les mesures et les pratiques	GdJ(MAE/MECSRT)/UNESCO/VNU	<p>GdJ : Organiser un Forum international sur le Dialogue EDD à Tokyo en 2008</p> <p>GdJ (MECSRT) : Soutenir le Programme de l'UNESCO pour la Formation d'Enseignants sur l'EDD en Afrique Sub-saharienne par le Fonds en fiducie du Japon destiné à l'Education pour un Développement Durable</p> <p>GdJ (MECSRT) : Mettre en place un enseignement sur l'environnement destiné aux enseignants de l'Afrique par l'UNU (30 millions ¥)</p> <p>GdJ (ME) : Soutenir les activités environnementales de préservation des racines des herbes dans les pays en développement, y compris l'Afrique, par le Fonds Japonais pour l'Environnement Mondial (12 millions ¥ au minimum pour l'Afrique)</p>

(*) Les chiffres ci-dessus n'incluent pas l'Aide hors projet, l'Aide alimentaire, l'Aide d'urgence, et les Aides dans des domaines spécifiques comme l'Aide pour les Pêches, etc.

Elargir le partenariat		
Mesures proposées par le Japon et ses partenaires	Partenaires	Ressources potentielles à engager
● Promouvoir la coopération Asie-Afrique ainsi que la coopération triangulaire Japon-Afrique-Afrique	GdJ (MAE)/JICA/PNUD/GBM/VNU	<p>GdJ (MAE) /JICA : organiser des séminaires au Japon ou dans des pays tiers et aider les pays d'Asie à envoyer des experts en Afrique dans le budget GdJ/JICA</p> <p>GdJ/VUN : envoyer des Volontaires de l'Asie en Afrique (2006-2008 : 1,65 millions \$)</p> <p>GdJ/PNUD/GBM : organiser le Cinquième Forum Commercial Afrique-Asie (AABF V) facilité par la composante de renforcement des PME africaines et du secteur bancaire, dans les premiers mois de 2009</p> <p>GBM: faciliter la coopération Sud-Sud et promouvoir le partage de connaissances entre les pays africains et les partenaires émergents en Asie et rechercher des cofinancement depuis les partenaires d'Asie pour les projets haute priorité dans les pays africains</p>
● Former des professionnels déterminants de la productivité en Afrique pour l'élargissement du mouvement de la productivité et créer des mécanismes pour les Organisations Nationales de Productivité parmi les membres de l'APO pour initier activement une aide au mouvement de productivité en Afrique	APO	<p>APO : Transférer l'expertise (ressources humaines et matériels de formation) de la région Asie-Pacifique vers le mouvement de productivité en Afrique.</p> <p>Organiser des programmes de formation pour créer un pool de professionnels de la productivité et organiser des programmes sur mesure pour le développement des Organisations Nationales de Productivité en Afrique, y compris les missions d'étude vers les membres de l'APO et l'envoi d'experts de la productivité en Afrique</p>
● Elargir le Programme de co-crédation des connaissances Asie Afrique (AAKCP)	JICA	JICA : promouvoir l'AAKCP dans 12 pays pour améliorer la gestion
● Promouvoir le transfert efficace de techniques et le renforcement des capacités par la coopération sud-sud	GdJ (MAFP)	GdJ (MAFP): (i) fournir le budget au fonds fiduciaire de la FAO des années fiscales 2006 à 2011, (ii) organiser les stages et séminaires pour l'accès au marché, l'irrigation à petite échelle, la culture du riz et la pêche (101 million ¥ en 2008)

<p>● Promouvoir le partage des connaissances et les activités de recherche conjointe par l'établissement et l'utilisation du réseau des universités et des instituts de recherche dans et entre l'Asie et l'Afrique dans le domaine des énergies renouvelables, de la sécurité alimentaire, des genres en sciences et technologie, etc.</p>	<p>GdJ (MAE)/PNUD/UNESCO</p>	<p>GdJ (MAE)/PNUD/UNESCO : organiser une étude d'évaluation des besoins du Réseau des Universités Asie-Afrique (AADUN). Sur la base de cette étude, faciliter le lancement d'activités concrètes de recherches conjointes dans une coopération possible avec d'autres réseaux existants dans différents domaines comme les énergies renouvelables, la santé, les genres en sciences et technologie, en collaboration avec le Schéma de Jumelage et de Mise en Réseau des Universités (UNITWIN) et les présidents de l'UNESCO</p>
<p>● Continuer à envisager les projets conjoints entre le Japon, le Vietnam et un pays d'Afrique dans le cadre d'une coopération triangulaire basée sur le Partenariat Stratégique entre le Japon et le Vietnam</p>	<p>GdJ(MAE)/GdV/JICA</p>	<p>GdJ(MAE)/JICA: à partir du budget JICA GdV: (i) envoyer des experts dans le domaine agricole (ii) Etendre les modèles à d'autres pays africains</p>

Note

1. Les projets seront concrètement sélectionnés lors des entretiens entre le Japon, ses partenaires du développement et les pays africains.
2. BMD : Les projets BMD devront être décidés.
3. \$= US dollars

Abréviations

ADEA : Association pour le développement de l'éducation en Afrique
 AGRA : Alliance pour une révolution verte en Afrique
 AOTS : Association pour les bourses scolaires techniques à l'étranger
 APO : Asian productivity organization
 AST : Agence des Sciences et de la Technologie
 APRM : Mécanisme d'Evaluation des Gvts Africains
 BMD : Banques MultiDéveloppement
 BAD : Banque Africaine de développement
 CE : Commission européenne
 CCNUCC : Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (UNFCCC)
 CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD)
 CFI : Coopération financière internationale
 CPM : Cabinet Premier Ministre
 DFID : Département du R-U pour le développement international
 DFID : Département R-U pour le développement International (DRUDI)
 FED : Fonds européen de développement
 FAO : Food and Agriculture Organisation
 GBM : Groupe Banque Mondiale
 GEF : Global Environment Facility
 GdJ : Gouvernement du Japon
 GdGB : Gouvernement du Royaume Uni
 GdV : Gouvernement du Vietnam
 IWMI : Institut International de Gestion de l'Eau (IIGE)
 INSTRAW : Institut international de formation et de recherche UN pour la promotion de la femme
 JBIC : Banque japonaise de coopération internationale
 JETRO : Organisation japonaise du commerce extérieur
 JICA : Agence japonaise de coopération internationale
 JIRCAS : Centre japonais de recherche internationale pour les sciences
 JME : Japan medical Association
 JOGMEC : Corporation Nationale du Japon pour le pétrole, le gaz et les min
 JSDF : Fonds japonais de développement social

MAE : Ministère des Affaires étrangères
 MAEP : Mécanisme africain d'évaluation par les pairs
 MDB : Banques de développement multilatéral
 MECI : Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie
 MECSRT : Ministère de l'Education, de la Culture, des Sports, de la Recherche et de la Technologie
 MSEPSS : Ministère de la Santé, de l'Emploi et de la Protection sociale
 MTTT : Ministère du Territoire, des Infrastructures, des Transports et du Tourisme
 ME : Ministère de l'Environnement
 NEPAD-OECD : Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
 NEXI : Agence japonaise d'assurance-crédit export
 OMPI : Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
 OMD : Organisation Mondiale de la douane
 OIBT : Organisation internationale des bois tropicaux
 PAM : Programme Alimentaire Mondial (WFP)
 RTE : Ambassade du Royaume de Thaïlande
 RTG : Gouvernement du Royaume de Thaïlande
 TICA : Agence thaïlandaise de développement international
 UE : Union Européenne
 UN-HABITAT : Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains
 UNICEF : United Nations Children's Fund
 UNESCO-IIEP : UNESCO-Institut international pour le planning d'éducation
 UNCTAD : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
 PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement
 UNAIDS : Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/SIDA
 UNFCCC : Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
 VNU : Programme des Volontaires des Nations Unies
 WFP : Programme Alimentaire Mondial
 MAFP : Ministère de l'Agriculture, des Forêts et des Pêches
 MF : Ministère des Finances